BERNARD STIEGLER

« LA QUESTION EST CELLE DE LA RÉINVENTION DU TRAVAIL »

Avec le développement de la numérisation et de la robotisation, des millions d'emplois risquent d'être supprimés en France. Dans son dernier ouvrage, *La Société automatique*, Bernard Stiegler analyse le recul du travail salarié et appelle la gauche à se saisir de cet enjeu majeur.

PAR MARION ROUSSET, PHOTO ERIC BAUDET/DIVERGENCE IMAGES

BERNARD STIEGLER

Philosophe et fondateur de Ars Industrialis, Bernard Stiegler ancre sa réflexion sur les enjeux des mutations engendrées par le développement technologique. Il dirige l'Institut de recherche et d'innovation au sein du centre Georges Pompidou.

REGARDS. Vous annoncez dans votre dernier livre, *La Société automatique*, qu'à échéance de dix à vingt ans, la moitié des emplois salariés pourraient être remplacés par des automates. Sur quelles études s'appuie cette hypothèse ?

BERNARD STIEGLER. J'ai recensé une trentaine d'articles et rapports réalisés par des universités et des centres de recherche. Pilotée par un économiste et un ingénieur, l'étude d'Oxford, qui a été reprise par l'Institut Bruegel en Belgique et par le cabinet Roland Berger en France (qui annonce trois millions d'emplois supprimés en France dans dix ans), conclut que 50 % des 740 métiers recensés par leur nomenclature étaient automatisables. Cela ne veut pas dire que l'emploi salarié va totalement disparaître, mais qu'il va devenir tendanciellement minoritaire. On va licencier des centaines de millions d'employés. Annonçant la mise en place d'un million de robots dans ses usines, qui emploient un million et demi de salariés ultra-prolétarisés, Foxconn Technology[1] a investi 17 milliards de dollars dans ce projet fin 2014. Les professions peu qualifiées ne sont pas les seules concernées : à l'exception des artistes, la robotisation et la numérisation touchent potentiellement tous les salariés, y compris les médecins, les avocats, les géographes...

REGARDS. Comment cela ?

BERNARD STIEGLER. Ce qui rend ces professions-là "obsolètes", ce sont moins des robots que des automates logiques, c'est-à-dire les algorithmes du calcul intensif dits "big data"[2], comme l'affirmait en juin 2008 Chris Anderson dans le magazine *Wired*. L'automatisation, ce n'est en effet pas seulement la multiplication des robots, c'est aussi cette *data economy* qui nous emploie à des micro-tâches, lesquelles permettent d'éliminer toutes sortes d'emplois salariés qui sont remplacés soit par l'utilisation

La Société automatique, Fayard 2015.

1. Groupe industriel taïwanais spécialisé dans la fabrication de produits électroniques.

2. Les Big Data désignent les "mégadonnées" ou "données massives" produites par les technologies numériques, ainsi que les nouveaux procédés de traitement qu'elles suscitent.

« La robotisation et la numérisation touchent potentiellement tous les salariés, y compris les médecins, les avocats, les géographes… »

gratuite des données que nous produisons, soit par le Mechanical Turk mis en place par Amazon, agence d'interim où les "turkers" sont rémunérés à la tâche, ou encore par le processus désormais connu du grand public sous le nom d'"ubérisation"[3] qui court-circuite les acteurs de l'économie traditionnelle.

REGARDS. L'ingénieur Michel Volle et le professeur au CNAM Marc Giget croient, au moins pour une part, à l'idée de destruction créatrice. Avec l'automatisation, certains misent ainsi sur le développement d'un nouveau secteur créateur d'emplois. De quoi compenser ceux qui seront détruits ?

BERNARD STIEGLER. C'est incommensurable. De nouveaux emplois seront créés à court terme, mais il y aura peut-être une création pour dix destructions. Si on ne prend pas à temps la mesure de cette immense transformation – et je le dis en pensant à *La Grande Transformation* de Karl Polanyi – on court à la catastrophe. On doit d'autant plus parler de catastrophe que l'automatisation conduit à des aberrations scientifiques et cognitives qui suscitent des désastres humains. Alan Greenspan, l'ancien président de la réserve fédérale des États-Unis, explique par exemple que l'automatisation a été un facteur majeur de la crise financière de 2008. On peut aussi montrer que l'application des big data à l'exploitation du langage par Google conduit à un calamiteux appauvrissement de ce langage – et donc de la pensée. Mal conçue, l'automatisation instaure des processus entropiques.

3. Des taxis Uber.

REGARDS. Comment définir ces processus ?

BERNARD STIEGLER. L'entropie est pensée en 1865 par Rudolf Clausius en se fondant sur des travaux de Sadi Carnot. Il met en évidence en 1824, à partir de l'observation de la machine à vapeur, que toute activité thermique conduisait à une irréversible dissipation de l'énergie. Au cours du XXe siècle, Schrödiger montra que les processus biologiques constituent avant tout, comme organisation de la matière, une lutte contre l'entropie, c'est-à-dire contre la mort : c'est ce qui fut appelé la néguentropie. Peu après, l'information et la connaissance elles-mêmes ont été définies à partir de ce concept. En fait, les automates algorithmiques peuvent produire de l'entropie aussi bien que de la néguentropie : cela dépend de la manière dont ils sont socialisés. Les automates purement autonomes sont entropiques : ils instaurent un système clos. Mais si l'on s'en donne le temps, ils peuvent aussi être mis au service d'une augmentation des capacités de désautomatisation. C'est pourquoi il ne s'agit pas d'empêcher leur développement, ce qui serait d'ailleurs impossible : il s'agit plutôt de réélaborer une macroéconomie solvable qui permette de rendre ces évolutions vertueuses.

REGARDS. L'automatisation est-elle vraiment un phénomène nouveau ?

BERNARD STIEGLER. Le travail à la chaîne, au début du XXe siècle, constituait déjà un processus d'automatisation massif. Le taylorisme a transformé l'économie en profondeur : en Amérique du Nord, Roosevelt a instauré la redistribution des gains de

« Dès lors qu'on ne demande pas aux employés de faire fonctionner leur intelligence propre, mais de se soumettre à des procédures, on peut les remplacer par des robots. »

productivité issus de l'automatisation taylorienne de manière à établir un "cercle vertueux" économique. Il s'agissait en effet d'écouler les produits nouveaux issus de ces gains de productivité en garantissant aux salariés un pouvoir d'achat suffisant. Une telle rationalité économique constituait de facto une forme de justice sociale : les écarts de revenus entre patrons et salariés étaient infiniment moins importants qu'aujourd'hui. Ce système s'est effondré en raison de la révolution conservatrice, qui a poussé le capitalisme anglo-saxon à déconnecter la finance de la production. Le développement de cette "industrie financière" purement spéculative a été rendu possible par l'arrivée de la numérisation, qui a permis l'interconnexion constante des bourses, la délocalisation des unités de production pilotées par le "remote control" (commande à distance, ndlr), la logistique et la distribution "just in time", etc. Ces processus d'automatisation, d'une autre nature que ceux qui caractérisaient le taylorisme, permettent désormais de se passer des êtres humains dans de très nombreuses situations, ou de déporter les interventions humaines hors des entreprises en exploitant les données produites par les réseaux. Mais cela pose un problème macroéconomique majeur : faute de redistribuer ces "gains de productivité" – c'est-à-dire ces profits – d'une manière ou d'une autre, il n'y a plus de solvabilité de l'économie. Pour que les entreprises puissent continuer à vendre des automobiles, des journaux ou des réfrigérateurs, il faut que les gens reconstituent leur pouvoir d'achat par de nouvelles voies, au moment où l'emploi salarié entre irrésistiblement en déclin.

REGARDS. Dans le contexte de l'organisation taylorienne du travail, vous évoquez la *« machinisation »* des hommes eux-mêmes. L'ouvrier n'était plus censé penser ?

BERNARD STIEGLER. Oui, c'est le *« travail en miettes »* décrit par Georges Friedman, qui porte à ses dernières extrémités la prolétarisation conçue par Marx comme formalisation des savoir-faire déportés vers les machines, laquelle prive les ouvriers de ces savoirs. Ce qui vaut aujourd'hui pour le tertiaire et les services, mais aussi pour les fonctions supérieures d'encadrement. Dès lors qu'on ne demande pas aux employés de faire fonctionner leur intelligence propre mais de se soumettre à des procédures, on peut les remplacer par des robots. À l'époque de Taylor, Ford disait déjà à propos des ouvriers que *« quatre-vingt quinze pour cent sont [...] des ouvriers spécialisés dans une seule opération que l'individu le plus stupide peut apprendre à exécuter en deux jours »*[4].

REGARDS. Dans votre ouvrage, vous parlez d'*« omerta »*. Les acteurs politiques ne prennent donc pas la mesure des enjeux actuels ?

BERNARD STIEGLER. Soit ils n'en prennent pas du tout la mesure, soit ils ont décidé qu'ils ne voulaient pas le savoir – y compris et même surtout à gauche. Quand ils commencent à entrevoir l'ampleur de la mutation en cours, ils refusent d'aborder le sujet par crainte que cela ne vienne peser sur leurs résultats électoraux. C'est

4. Cité par Friedman dans *Où va le travail humain ?* (Gallimard, p. 293).

une grave erreur, même du point de vue électoral. Les citoyens sentent de mieux en mieux ce qui se produit et comprennent qu'on leur ment, ou qu'on est proprement incapable de prendre en compte la réalité, et qu'on est en cela à la fois impotent et incompétent. Si les acteurs politiques proposaient enfin une réflexion à long terme en tenant un discours honnête, mesuré et documenté, ils regagneraient la confiance qu'ils ont littéralement ruinée par leurs diverses lâchetés. Il est stupéfiant de s'apercevoir à quel point l'économiste Jean Pisani-Ferry[5], chargé d'une mission de prospective, dissimule ces réalités dans le rapport intitulé *La France en 2025*. Il ne dit pas un mot, par exemple, de l'étude d'Oxford, alors qu'il la connaît forcément : il est le fondateur et l'ancien directeur général de l'Institut européen Bruegel qui a publié les résultats de cette enquête en 2014. Une telle dissimulation mériterait un procès au tribunal administratif.

REGARDS. Entre l'annonce d'un retour hypothétique au plein-emploi et la défense du CDI à vie, les promesses de la gauche politique et syndicale sont-elles obsolètes ?

BERNARD STIEGLER. Tout d'abord, l'emploi n'est pas le travail et il est devenu souvent déprimant et dénué de sens. La question est celle de la réinvention du travail : ce qui peut être transféré vers des automates, parce que ne requérant aucun savoir, ouvre la possibilité de relancer le travail fondé sur les savoirs dont la planète va avoir grandement besoin dans les décennies qui viennent. Nous sommes dans l'anthropocène, c'est-à-dire dans un âge où l'homme produit tellement d'entropie qu'il détruit ses propres conditions de vie – sans parler des autres formes de vie. Mais on n'empêchera pas les entreprises de remplacer leurs employés par des robots, et l'ubérisation a montré que toutes les formes d'organisation du travail issues du XXe siècle sont bouleversées. Si les syndicats sont, le plus souvent, encore dans la dénégation de ces réalités, c'est parce qu'ils savent que les discours sur l'automatisation et sur la fin de l'emploi sont exploités par leurs adversaires pour éliminer toute protection sociale : le patronat s'en empare pour faire avancer ses idées. À cet égard, les déclarations de Bill Gates, le 13 mars 2014 à Washington, sont parfaitement claires. Il prône la diminution des salaires et la suspension des "charges" sociales, que l'on appelle aussi le revenu social, pour rendre les salariés *« compétitifs »* avec les automates ! Il n'en reste pas moins que la seule manière de répondre à ce genre de menaces, c'est de prendre les devants, de devenir force de proposition, de mobiliser les travailleurs, les citoyens, la jeunesse autour de solutions à discuter.

5. Commissaire général de France Stratégie, Commissariat général à la stratégie et à la prospective, depuis 2013.

ENCADRÉ

Avec un séminaire-action animé par Bernard Stiegler et Ars industrialis, la communauté d'agglomération Plaine commune se lance dans une réflexion et des expérimentations autour des mutations engendrées par le nouvel âge des technologies numériques. Dans ses motivations, la collectivité écrit : *« Les changements à l'œuvre, dont nous ne mesurerons certainement l'étendue potentielle que dans les années à venir, seront décisifs pour les territoires, tant les enjeux d'emploi, d'accès au savoir et de rapport au pouvoir sont majeurs. Il est essentiel que les territoires s'en saisissent non pas pour les subir, mais pour les agir et en prescrire les possibles mises en œuvre ».*

Parmi les sujets proposés aux agents, aux acteurs du territoire, aux chercheurs de l'université, on retient un travail sur l'évolution du travail et l'effondrement du salariat ; l'évolution des métiers de l'administration, les relations de pouvoir au travers du couple citoyen / politique, les risques et opportunités du numérique dans l'espace public. En arrière-plan : comment reconnaître et rétribuer l'apport de chacun au collectif ? Objectif : inventer un modèle qui préserve protection et rémunération de tous. Le maître-mot de ce projet : s'emparer des transformations à venir plutôt que de les subir.

FRÉDÉRIC IRIARTE

C'est à ivry que ça se passe

↑ Deux écoles et un nouveau collège d'ici 2020... L'éducation à Ivry c'est aussi des fournitures scolaires offertes, un parcours culturel et sportif ambitieux, des classes de découverte pour tous les CM2...

IVRY S/SEINE

IVRYMAVILLEhebdo

ivry94.fr

REGARDS. L'automatisation peut-elle même être une chance ?

BERNARD STIEGLER. Oui, si nous la saisissons. Dans le cas contraire, ce sera inévitablement une terrible catastrophe. Il est évident que l'automatisation libère du temps, et qu'il faut le valoriser pour reconstituer des savoirs et des capacités nouvelles de faire, de penser et créer que jamais les automates et les robots ne pourront acquérir. Cela signifie qu'il faut convertir le temps gagné en travail libéré. C'est pourquoi, avec Ars Industrialis[6], je préconise la généralisation progressive du régime des intermittents du spectacle comme un droit accessible à tout le monde. Cela permettrait de verser aux bénéficiaires ce que nous appelons un revenu contributif, qui ne serait renouvelable qu'à condition de valoriser les savoirs acquis au cours d'activités salariées d'une nature et d'une durée qui reste à déterminer. Nous pensons que ces nouveaux droits et devoirs doivent commencer par bénéficier aux jeunes générations qui trouveront de plus en plus difficilement un emploi.

REGARDS. Concrètement, existe-t-il déjà des laboratoires qui expérimentent ces propositions ?

BERNARD STIEGLER. Les ultralibéraux d'Amérique présentaient les idées de Keynes et Roosevelt comme une utopie, alors que c'était la seule issue rationnelle. Nous étudions la concrétisation d'une économie réellement contributive, c'est-à-dire fondée sur un revenu contributif, avec la communauté de Plaine Commune, en Seine-Saint-Denis, qui a voté une résolution pour constituer un territoire école – un territoire apprenant à s'emparer de la numérisation afin de devenir une force de proposition et pour déposer un dossier de candidature au droit à l'expérimentation des territoires prévu par la Constitution. Si l'on veut éviter que ne survienne à terme une guerre civile en France ou ailleurs en Europe, il faut ouvrir des perspectives rationnelles sur le plan économique. Ces solutions, il faut les expérimenter progressivement. Nous pensons que dix ans de travail patient seront nécessaires avant d'obtenir des résultats reproductibles et généralisables. Et nous envisageons pour cela de créer des chaires universitaires spécialisées dans ces questions et pratiquant la recherche contributive, dans laquelle tout habitant peut devenir un chercheur en utilisant les technologies contributives que rendent possibles les réseaux numériques.

REGARDS. Vous interpellez la gauche que vous accusez d'être dans *« un état conceptuellement misérable »*. L'enjeu général est-il de créer un nouveau contrat social ?

BERNARD STIEGLER. Comme l'a montré Alain Supiot en traduisant, préfaçant et publiant *La Cité du travail* de Bruno Trentin, la gauche a progressivement intériorisé comme un état de fait indépassable le modèle fordiste et taylorien. Elle a ainsi fait son credo de la seule "défense du pouvoir d'achat" et réduit le travail à l'"emploi". Or la question n'est pas le pouvoir d'achat, mais la solvabilité à très long terme qui permet de produire de la néguentropie et de ne pas s'effondrer avec un modèle devenu massivement toxique. Cela suppose de revenir aux fondements de la pensée économique et politique, et de pratiquer ce que j'ai appelé une *« nouvelle critique de l'économie politique »*. Il faut que la gauche redevienne un organe de pensée collective et non une machine à faire élire des ambitieux, qu'ils sortent de l'ENA ou de tel ou tel syndicat ou parti dit de gauche.

■ **ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARION ROUSSET**

6. Ars industrialis, Association internationale pour une politique industrielle des technologies de l'esprit.